

ARRÊTE PRÉFECTORAL N° 2022-063-DREAL

Mettant en demeure la société SARL PIERRE DE TAILLE DU MIDI concernant l'exploitation de la carrière située au lieu-dit « Visseau du Corbeau » sur la commune de Moulezan

La préfète du Gard
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L.171-8, L.516-1, R.512-74, R.516-1 et R.516-2 ;
- Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- Vu l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transfert de polluants et des déchets ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°15-111N du 28 juillet 2015 autorisant la SARL PIERRE DE TAILLE DU MIDI à poursuivre et à étendre l'exploitation d'une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Moulezan au lieu-dit « Visseau du Corbeau » ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°2021-045-DREAL du 24 juin 2021 mettant en demeure la société Pierre de Taille du Midi de constituer des garanties financières pour l'exploitation de la carrière située sur la commune de Moulezan au lieu-dit « Visseau du Corbeau » ;
- Vu la visite d'inspection réalisée le 29 août 2022 ;
- Vu Le rapport d'inspection du 14 septembre 2022 présenté à l'exploitant au titre du contradictoire prévu par l'article L.171-8 du code de l'environnement ;
- Vu L'absence de réponse apportée par l'exploitant ;

Considérant que la visite réalisée sur la carrière le 29 août 2022 met en évidence l'absence d'activité de la carrière et l'absence de constitution des garanties financières ;

Considérant que l'exploitant n'a pas mentionné d'activité effective, au travers des rapports annuels d'activité prévus à l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral du 28 juillet 2015 susvisé, ni dans la déclaration annuelle définie à l'article 4 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 susvisé depuis la reconduction de l'autorisation en 2015 ;

Considérant que l'activité n'est pas justifiée au sens de l'article R.512-74 II du code de l'environnement ;

Considérant que l'activité doit être régularisée afin de remettre en état le site ainsi que de prévoir des dispositions de mise en sécurité nécessaires ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Gard ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Mise en demeure

La société SARL PIERRE DE TAILLE DU MIDI dont le siège social est implanté 334 chemin de féverol 30380 St Christol les Alès, exploitant la carrière située au lieu-dit « Visseau du Corbeau » sur la commune de Moulezan est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes :

L'exploitant déclare au préfet la cessation de son activité en application des dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-39-3 du code de l'environnement. Il précise notamment les dispositions prises pour mettre en sécurité le site vis-à-vis des risques de chute au besoin. Il présente les actions prévues ou engagées afin de remettre le site en état selon les dispositions prévues par l'arrêté préfectoral n°15-111N du 28 juillet 2015 susvisé.

Le délai fixé pour la mise en œuvre de ces dispositions est de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 : Pénalités

Passé le délai fixé à l'article 1, et indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, les sanctions prévues par l'article L 171-8 du code de l'environnement pourront être appliquées.

Article 3 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de NÎMES soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr. :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-5 0 du code de l'environnement, le présent arrêté est affiché en mairie dans les conditions prévues au 2e de l'article R.181-44 du code de l'environnement et publié sur le site internet des services de l'Etat du département du Gard, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 5 : Exécution

Le Secrétaire général,
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
le Maire de la commune de Moulezan,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est
notifiée administrativement ainsi qu'au pétitionnaire.

A Nîmes, le

04 NOV. 2022

La préfète

Pour la préfète,
Le secrétaire général

Frédéric LOISEAU